

Les subsides

Des voix: Bravo!

M. Patterson: J'ai bien dit que nous continuerons à accorder notre sympathie au ministre, mais je mets certes ses déclarations en doute. Il s'est pratiquement contenté de parler et ne prend guère de mesures efficaces pour résoudre les graves problèmes qui se posent au Canada.

Mme Ursula Appolloni (York-Sud): Madame l'Orateur, on raconte une histoire au sujet d'étudiants de diverses nationalités à qui l'on demande de rédiger un essai sur les éléphants. Les étudiants britanniques décident de décrire l'éléphant dans son rôle de moyen de transport dans l'empire britannique. Les étudiants français préfèrent parler de la vie sexuelle de l'éléphant. Les étudiants américains parlent de l'éléphant et de sa valeur marchande. Mais quand vient le tour de l'étudiant canadien il intitule son essai «L'éléphant—question de compétence fédérale, provinciale ou municipale?» A mon avis, on pourrait peut-être dire la même chose du logement.

J'ai remarqué qu'en commentant sa motion le député de Kingston et les Îles (M^{re} MacDonald) a surtout parlé de logements décents à la portée de la bourse des Canadiens. L'honorable représentant sait mieux que moi que le prix des terrains viabilisés compte pour une large part dans le coût du logement. Je prendrai l'exemple de l'Ontario et surtout de Toronto, car c'est la ville que je connais le mieux. Le prix moyen d'un logement unifamilial bénéficiant de tous les services est de \$20,211 à Toronto. Qu'allons-nous faire à ce sujet? Quand on le demande à notre gouvernement provincial, on découvre que le 15 mai 1975, le bill 125 a enfin été adopté. Il s'agit d'un bill portant sur la spéculation foncière, dont l'entrée en vigueur a été fixée rétroactivement au 9 avril 1974.

Nous connaissons tous l'allégeance politique du gouvernement ontarien qui a prévu un revenu de 25 millions de dollars mais qui n'en a touché jusqu'à présent que 1 million. Je me demande ce qui est arrivé. Après vérification, nous avons découvert une chose que l'on appelle la discrétion ministérielle. Le ministre ontarien se soucie beaucoup de ne pas «créer de difficultés» et fait donc preuve de discrétion dans la dénonciation des spéculateurs fonciers. Qu'est-ce donc qu'un spéculateur foncier?

Nous constatons également que son ministère accepte des affidavits sur la valeur des terrains. Il est vraiment émouvant et cela fait chaud au cœur de voir les conservateurs si gentils et si confiants. Ils n'ont aucune connaissance de la valeur réelle des terrains, et ils acceptent des affidavits.

Passons ensuite à l'achat de terrains par le gouvernement provincial. Cela est en soi une très bonne chose, je ne la condamne point, mais j'estime que le gouvernement de l'Ontario fait preuve d'irresponsabilité dans l'achat de terrains destinés à la construction de logements.

A South Milton, dans la banlieue de Toronto, il y a trois sociétés, Cedar Heights Construction Limited, Loring Developments et Bonny Don Corporation qui toutes ont le même président. Elles ont acheté sept lots à des agriculteurs en février 1975 et, un mois plus tard, elles les revendaient au gouvernement provincial en réalisant un bénéfice d'environ 1 million de dollars. Bien sûr, nous n'appelons pas cela de la spéculation, madame l'Orateur, je ne sais pas exactement comment on l'appelle.

Les agissements du gouvernement provincial constituent le principal obstacle à l'acquisition de terrains en Ontario. Je le répète, nous ne nous opposons pas à l'achat de terrains, mais nous nous opposons à la façon dont le

gouvernement provincial procède. Il est peut-être le plus grand spéculateur foncier qui soit actuellement et c'est peut-être pour cela qu'il refuse de définir le mot «spéculation» dans la taxe sur la spéculation foncière. Je vais vous donner un autre exemple: Cedar Heights a acheté un terrain pour \$379,095 et l'a vendu au gouvernement provincial pour \$579,095. C'est donc un bénéfice de \$200,000. Est-ce de la conscience? De la spéculation? Qu'est-ce que c'est?

● (1550)

Passons maintenant au niveau municipal. Dans ma circonscription, il y a des gens extrêmement adroits. En fait de rénovation et de réparation de maisons, ils peuvent accomplir des merveilles. Vu la cherté des terrains viabilisés, je pense que le gouvernement fédéral devrait assurer les dégrèvements de ce côté. Cela permettrait aux gens d'améliorer l'état de leur logement, aux vieillards surtout, qui ne seraient pas obligés d'aller demeurer dans des foyers pour vieillards, où ils ne veulent pas aller de toute façon.

J'espère que le ministre des Finances (M. Turner) va songer à cela dans son prochain budget. Cela aiderait non seulement le secteur du logement mais les industries qui s'occupent d'habitations. Je constate néanmoins que chez moi, à York, les fonds du programme de rénovation des logements accordés à la ville il y a environ cinq mois n'ont pas encore servi. Pourquoi? Peut-être est-ce parce que les représentants y sont presque atteints de paranoïa à la seule pensée que deux familles puissent habiter une même maison mais, dans ma circonscription, les gens aiment à vivre ensemble. Il ne s'agit pas d'encombrement, mais d'ajouter peut-être une pièce de plus à une maison afin que d'autres membres de la famille puissent s'y installer. Au lieu de cela, nous avons pour ainsi dire un état de psychose.

Nous avons des représentants qui, à l'inverse de McCarthy dans le cas des communistes, font la chasse aux cuisines, aux salles de bains ou aux chambres à coucher supplémentaires. Je suis de l'avis de notre chef. Je pense que l'État et la circonscription ne devraient pas s'occuper de la vie intime des citoyens. Néanmoins, à cause de cela, on refuse de prêter de l'argent à des gens de ma circonscription sous prétexte qu'au lieu de vouloir réparer leur maison, ils veulent ajouter de nouvelles salles de bains ou agrandir le logement.

Qu'y a-t-il de répréhensible à vouloir une nouvelle salle de bain ou à vouloir agrandir une maison pour y loger d'autres membres de la famille? Notre conseil municipal ne le permet pas.

J'ai écouté bon nombre d'orateurs de l'opposition aujourd'hui. Je dois dire que j'accepte avec joie toute critique positive, mais après avoir entendu quelques-uns des commentaires, je dois admettre que plusieurs des orateurs ressemblaient quelque peu à d'amers critiques musicaux qui n'étaient tout simplement que des ténors frustrés.

Des voix: Bravo!

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Madame l'Orateur, notre débat est vraiment important puisque nous traitons du problème du logement au Canada. Or, le logement est plongé dans une crise dont le gouvernement libéral est directement responsable. Dans ce domaine, nos programmes sont construits sur des fondements peu sûrs. Ils sont contrôlés par un ministre dont les plans d'aide aux Canadiens à bas et moyen revenus sont totalement insuffisants.